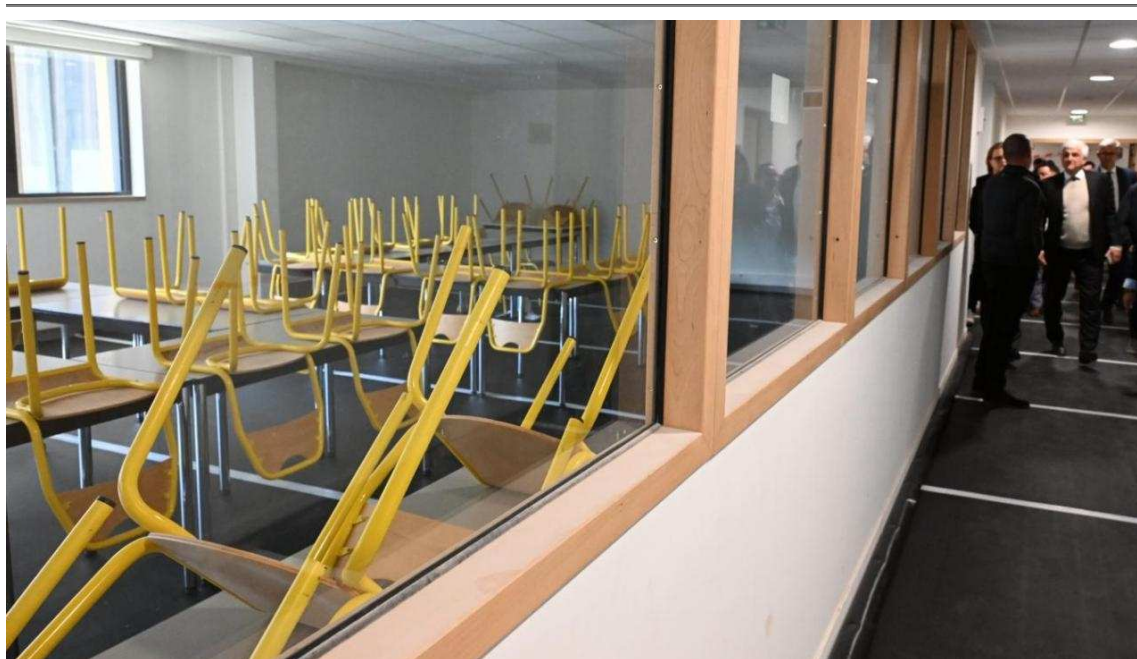


panorapresse.ouest-france.fr

« On n'est pas reconnu » : pourquoi les surveillants des collèges et lycées étaient en grève ce mardi ?

3-4 minutes



Les AED réclament la création de postes *et* d'une grille salariale nationale. | Stéphanie Péron, Paris-Normandie

Une intersyndicale appelait les assistants d'éducation (AED) à la grève *et* à des rassemblements mardi 2 juin 2026, partout en France. Ces derniers réclament notamment la création de postes *et* d'une grille salariale nationale.

Plus de 20% des personnels de vie scolaire, qui regroupe les assistants d'éducation (AED), plus communément appelés «surveillants», sont en grève mardi 2 juin 2026 pour réclamer notamment la création de postes *et* d'une grille salariale nationale, selon les chiffres du ministère de l'Éducation.

Le taux de grévistes s'élève à 21,48% parmi ces personnels *et* à 1,04% chez les enseignants des collèges *et* lycées, détaille le ministère dans un communiqué.

De son côté, le Snes-FSU, syndicat majoritaire dans le second degré, affirme que «près de 25% des vies scolaires sont complètement fermées aujourd'hui».

«De nombreuses vies scolaires sont entièrement fermées notamment dans les académies d'Aix-Marseille, [Clermont-Ferrand](#), [Créteil](#), [Grenoble](#), [Guadeloupe](#), [Lille](#), [Limoges](#), [Montpellier](#), Nancy-Metz, Nantes Orléans-Tours, [Strasbourg](#)», ajoute le syndicat dans un communiqué.

À [Paris](#), une vingtaine de personnes se sont réunies à quelques rues du ministère de l'Éducation.

« C'est un vrai métier difficile »

Parmi elles, Marie-Ange, 61 ans, syndiquée au Snes-FSU, AED depuis 2019, en CDI à temps plein

sur deux établissements en [Seine-Saint-Denis](#). Elle gagne 1.528 euros nets pour 41 heures par semaine.

«*On n'est pas reconnu, on n'a pas de formation*», regrette-t-elle, soulignant que «c'est un vrai métier, difficile». Selon elle, dans l'un des établissements où elle travaille, il n'y a certains jours que trois AED pour 1.200 élèves.

En [Normandie](#), à [Caen](#), enseignants *et* AED de la CGT, Sud, *et* du Snes-FSU se sont réunis devant le rectorat, dont les grilles ont été fermées. Ils regrettent aussi le manque d'infirmières, d'assistantes sociales ou de psychologues, dont l'absence est parfois suppléée par les AED.

Selon Jules, 27 ans, AED à [Caen](#) *et* représentant syndical SUD dans le [Calvados](#), les établissements situés en milieu rural peinent désormais à recruter.

«*Les profils étudiants qu'on a toujours connus ne viennent plus à la campagne à cause du coût de l'essence*», explique-t-il, entraînant le recrutement de mères isolées, attirées par les vacances scolaires *et* les mercredis libres. Mais comme tous les AED, elles ne bénéficient ni des formations nécessaires ni d'un statut acceptable, estime-t-il.

La CGT Educ'Action, Sud Education, le Snes-FSU, l'Unsa, FO, la [CFDT](#) éducation *et* le Snalc avaient appelé le 22 mai dans un communiqué commun à la grève *et* à des rassemblements le 2 juin partout en France, estimant que le gouvernement ne «fait rien» pour qu'ils puissent travailler dans des «conditions acceptables *et* décentes».

Les syndicats réclament la création de postes et le recrutement d'assistants d'éducation, la création d'une grille salariale nationale qui permette une revalorisation des salaires, l'accès à une formation initiale et continue et un droit effectif à la mobilité.

Les assistants d'éducation, qui n'aiment généralement pas être réduits au nom de «surveillants», comptent parmi leurs missions l'encadrement et la sécurité des élèves, mais aussi la gestion des absences et retards ou l'appui aux projets pédagogiques.